

l'école émancipée

***Contribution aux débats
du conseil national de la FSU-SNUipp
17 et 18 septembre 2024***

Ensemble, imposer le changement !

Après le feuilleton estival qui a vu le maintien aux affaires d'un gouvernement censé avoir démissionné et la montée d'un ahurissant mépris du résultat de deux élections, Macron enfonce davantage le pays dans la crise politique en nommant un Premier ministre issu d'un parti moribond, arrivé quatrième aux législatives. Cette séquence est inédite sous la Vème République. Elle traduit le resserrement d'un clan néolibéral qui, refusant d'admettre sa défaite et de revenir sur ses réformes, s'agrippe au pouvoir pour perpétuer sa domination.

La trêve olympique voulue par Macron a permis de continuer à diaboliser le NFP, en brandissant sa « radicalité » et son programme accusé de vouloir mener le pays à la faillite. Le travail argumentaire de L Castets sur la nécessité d'augmenter les recettes de l'État pour développer les services publics et s'attaquer aux inégalités, bien que répondant aux inquiétudes et à la colère exprimées dans le vote, a été balayé d'un revers de main par le rejet de sa candidature à la tête du gouvernement.

La nomination stratégique de M Barnier comme Premier ministre est l'ultime conclusion d'une mauvaise séquence voulue par Macron : celle de l'illégitimité de la présence de la droite au gouvernement combinée à celle de l'impossibilité de garder un cap politique massivement rejeté. Après avoir pris le risque de mettre l'extrême-droite au pouvoir – que le front républicain a pour le moment mis en échec – la perspective d'une union des droites, seule à même de pouvoir gouverner et de tenir la gauche à distance, achève la normalisation du RN, premier parti à l'Assemblée nationale.

La bascule sur deux camps au lieu des trois blocs actés par les urnes (gauche, centre/droite, extrême-droite) est

l'expression du refus de la classe dominante de voir remise en cause une partie, même infime, de ses privilèges. C'est l'affirmation d'un bloc anti populaire barrant le NFP et s'asseyant sur tout front républicain. Le passé politique du nouveau Premier ministre ne laisse planer aucun doute sur la politique de « consensus » qui sera mise en œuvre, sous l'arbitrage d'un RN devenu fréquentable. Elle actera un recul dans les luttes contre les inégalités et les discriminations.

Alors que l'extrême-droite progresse partout dans le monde et que le racisme se banalise, l'urgence pour les combattre reste d'en finir avec les politiques austéritaires qui creusent les inégalités sociales et nourrissent la désespérance et la colère. Or c'est justement cette attente d'alternative et d'abandon des réformes néolibérales impopulaires (retraites, assurance chômage...) que Macron vient de confisquer dans un scandaleux déni du résultat du vote...

S'inscrire dans une dynamique de transformation sociale

Après la mobilisation des législatives, avec un taux de participation record, ce tour de vis autoritaire et austéritaire va cristalliser la colère, la résignation, voire le rejet du politique et la hausse de l'abstention, qui sont des carburants pour l'extrême-droite. Une bagarre pour un autre projet de société s'est ouverte dans le champ politique, autour d'un programme porté par le NFP, qui entre en résonance avec les aspirations de la majorité de la population et qui reprend pour partie nos revendications et celles du syndicalisme de transformation sociale.

La campagne du NFP pour les législatives montre qu'un socle progressiste existe et que la capacité de mobilisation autour d'un programme d'union existe. Si le syndicalisme n'a pas joué de rôle moteur dans cette campagne hormis l'affichage de son soutien, ses militant·es ont été actifs·ves dans le travail de conviction auprès des électeur·trices. Or c'est bien cette dynamique qu'il faut poursuivre pour à la fois imposer une alternative au néolibéralisme et faire reculer l'extrême-droite, tout en soutenant le NFP que Macron va continuer de diviser et d'affaiblir.

Il s'agit donc de réfléchir à la façon dont le syndicalisme – et celui de la FSU-SNUipp et de la FSU en particulier – peut s'inscrire dans ce travail au long cours et prendre toute sa place en tant que force de propositions, tout en conservant son indépendance. Sa structuration de terrain et sa place déterminante dans le monde du travail rendent déjà sa capacité de massification incontestable. La mobilisation contre la réforme des retraites ou la loi immigration ont montré la capacité des mouvements sociaux à construire l'unité. Mais ceux-ci ont besoin d'un débouché politique pour gagner. C'est ce que peut incarner le Nouveau Front Populaire s'il est plus largement investi par les forces sociales. Au-delà d'une simple alliance politique, il doit se muer en un véritable projet à gauche qui rassemblerait les citoyen·nes, les syndicats, les associations...

La FSU-SNUipp doit s'inscrire dans cette démarche et nourrir le programme de ses revendications. Des cadres pérennes d'échanges pourraient se mettre en place, comme une « université » ou des chantiers, et s'ancrer territorialement autour de comités locaux pour permettre de retrouver l'élan populaire et unitaire de la campagne qui a prévalu en juin et s'est réactivé le 7 septembre.

Porter et renforcer notre projet pour l'École et ses personnels

En dépit du contexte politique, la rentrée s'est faite dans la continuité des précédentes, lancée par une ex-ministre qui n'a remis en cause aucune des orientations fixées pour l'École. Le Choc des savoirs, le tri des élèves, la généralisation des évaluations nationales, la mise au pas des enseignant·es sont les outils d'une politique éducative qui aggrave les inégalités scolaires et perpétue les mécanismes de domination sociale dans une école toujours plus ségrégative.

Les personnels, enseignant·es comme AESH, subissent une détérioration de leurs conditions de travail et une précarisation auxquelles le ministère répond avec mépris. Il est demandé de faire toujours plus avec toujours moins, même si cela a pour conséquence d'amener l'École à un point de rupture.

**L'École Émancipée,
c'est aussi une revue et un site internet : www.ecoleemancipee.org**

La honte doit changer de camp

Après la médiatisation des violences sexuelles dans le cinéma et le stand up, la période est marquée par celles commises par l'Abbé Pierre et le procès de Dominique Pélicot et de ses 50 co-accusés. Elles jettent une lumière crue sur la réalité des violences masculines commises sur les femmes et les enfants.

Le procès des 51 violeurs de Gisèle Pélicot témoigne du caractère systémique de ces violences. Ces « monsieur tout le monde » sont entrés dans l'organisation de son mari, pour la violer alors qu'elle était inconsciente sans qu'aucun, pas même ceux qui avaient refusé, n'aient lancé l'alerte.

Malgré une libération de la parole des victimes, la chape de plomb est toujours bien là. A chaque parole de victime, les voix se solidarisent pour défendre les accusés. Ce sont finalement les victimes qui subissent le lynchage car l'aveuglement et la surdité persistent. Pourquoi des hommes qui savent qu'un mari veut les inciter à violer sa femme se taisent ? Pourquoi pensent-ils pouvoir violer impunément ?

Ce procès c'est celui des auteurs du viol mais surtout celui d'un système de domination, le patriarcat, qui s'enracine dans une double logique : l'objectivation du corps féminin et son aliénation.

Pour Christèle Taraud, historienne, ce procès est celui d'un fait systémique : la culture du viol qu'elle définit comme « un continuum féminicide qui renvoie à l'ensemble des violences subies par les femmes de la violence à la mort ». Elle considère que « la culture du viol se concrétise par un privilège masculin qui passe par un droit d'appropriation du corps des femmes ». Ainsi les accusés pour leur défense avancent l'argument que si le mari consent alors sa femme consent. Dans son dernier rapport le Haut Conseil à l'Égalité observe « davantage d'immaturité et une pénétration plus importante des clichés masculinistes, qu'ils semblent percevoir comme une valorisation de leur genre » chez les hommes de moins de 35 ans et que « les hommes, quel que soit leur âge, s'avèrent dans l'incapacité à porter la responsabilité collective du sexisme ».

Pour lutter contre les VSS, il faut comprendre ce qui fonde les rapports de domination, les déconstruire, cela passe par l'éducation à l'égalité et à la sexualité, avec des politiques publiques portées par des moyens financiers réellement à la hauteur des enjeux.

Rompre le silence est urgent : les victimes doivent être écoutées, crues, accompagnées, reconnues et protégées. Que ceux qui savent parlent, que les agresseurs soient sanctionnés. Qu'une solidarité sans failles s'organise autour des victimes.

L'impunité doit cesser et la peur doit changer de camp !

L'appel à une rentrée offensive, avec une journée de grève inscrite dès la deuxième semaine de reprise est inédite et la hauteur de sa participation doit s'apprécier dans ce contexte.

Nourrie par le bras de fer engagé autour de l'opposition unitaire aux évaluations nationales, mais aussi par les fermetures de classes à la rentrée et le manque de moyens, elle doit trouver rapidement un rebond.

La FSU-SNUipp doit accompagner les collègues engagés-es dans le suivi de la consigne syndicale de refus des évaluations, quelle que soit la hauteur de la participation.

Elle doit peser plus largement pour replacer les questions d'éducation comme un véritable enjeu de société en portant son projet de transformation de l'École et en fournissant une analyse de la politique éducative comme partie intégrante du projet libéral pour l'École.

Elle doit aussi poursuivre son travail de terrain autour du sens du métier et d'une école émancipatrice, tout en renforçant les démarches unitaires telles que, par exemple, le Collectif Riposte.

Nourrir et augmenter la conflictualité autour du budget

La nomination de M. Barnier ne laisse planer aucun doute sur la poursuite d'une politique austéritaire, largement préparée par les déclarations alarmistes sur le niveau d'endettement de la France et l'instrumentalisation de l'insoutenabilité du programme du NFP. Au final la situation pourrait donc être pire que le maintien à minima du budget 2024 tel que fixé par le gouvernement sortant. Le risque d'un nouveau coup de rabet sur les dépenses et de retraits d'emplois cristallise donc la tension centrale sur le budget, au cœur du projet politique.

La journée de grève interprofessionnelle du 1er octobre, jour de présentation du projet de loi de finances pour 2025, revêt donc un enjeu particulier. Cette mobilisation est l'un des marqueurs d'opposition à la ligne politique imposée par Macron et de sa réussite va dépendre la hauteur du rapport de forces.

La rue doit apporter son soutien à la bataille engagée à l'assemblée au moment de l'examen du budget quand, dans le même temps, les député-es du NFP doivent voter un budget permettant de satisfaire les revendications sur les salaires, les retraites et les services publics.

L'un participant au renforcement de l'autre dans la perspective d'une rupture avec les orientations néolibérales et d'une alternative crédible à gauche.

C'est la place de notre fédération et donc le rôle de la FSU-SNUipp que d'y contribuer. Le 1er octobre est le début d'un combat au long cours à engager au niveau territorial et dans l'unité pour un autre partage des richesses et plus de justice sociale.

Pour y parvenir, il est nécessaire d'alimenter la conflictualité sur la question du budget dans notre champ professionnel, en y intégrant plus largement les parents d'élèves et les élu-es. Les récentes fermetures de classes, la dégradation des conditions de travail des personnels (effectifs de classes, inclusion sans moyens...) et d'apprentissage des élèves, mais aussi la perspective des suppressions de postes à la rentrée prochaine peuvent être le point de départ du recensement des besoins au plus près du terrain comme l'a fait le 93. En écho au front contre les fermetures de classes pendant la carte scolaire, il s'agit de rebondir sur des modalités ancrant localement des mobilisations massives et unitaires pour la défense des services publics, dont l'École reste un levier essentiel.

Engager la bataille sur le budget, notamment autour de la question des services publics, c'est appuyer un projet de gauche. En cela, le 1er octobre constitue le début d'une lutte qui s'inscrit dans la durée et de laquelle nous n'avons d'autre alternative que celle de sortir gagnant-es.

C'est dans ce front que la FSU-SNUipp et la FSU doivent engager leurs forces, penser et mener le travail de conviction dans un plan d'action victorieux. Sinon la fenêtre se refermera...



Ne pas se laisser bâillonner, défendre la fin des combats et la libération des otages

Cela va bientôt faire un an que l'État israélien dirigé par un gouvernement de droite extrême fait payer à toute la population palestinienne, de Gaza mais aussi de Cisjordanie, l'opération terroriste du 7 octobre. Un an après, plus 40 000 victimes gazaouies et 600 cisjordaniennes se sont ajoutées aux 1 200 provoquées par l'opération du Hamas. Aux mort-es, il faut ajouter autour de 100 000 blessé-es. 129 otages israélien-es sont encore retenu-es par le Hamas. La bande de Gaza est un champ de ruines.

Un an après, le gouvernement de Nétanyahou continue sa fuite en avant criminelle. Des opérations militaires ont été menées au Liban, en Iran et en Syrie augmentant le risque d'embrasement de toute la région.

De nombreuses voix israéliennes s'opposent à cette politique. Elles considèrent que la fuite en avant militaire met en péril la vie des otages. C'était le motif principal de la grève générale appelée par Histadrout, principale centrale syndicale israélienne, qui exigeait l'ouverture de négociations avec le Hamas et la fin des raids militaires en Cisjordanie.

Cela montre toute la malhonnêteté intellectuelle qu'il y a trop souvent ici à faire passer toute critique de l'action de l'État israélien pour de l'antisémitisme. Les juif-ves d'Israël ou d'ailleurs ne peuvent être amalgamé-es à l'action de l'extrême droite israélienne tout comme les Palestinien-nes ne peuvent l'être au Hamas.

Par ailleurs, ce n'est pas un hasard si les extrêmes droites européennes ont remisé leur antisémitisme traditionnel pour diriger leur haine vers les Arabes et l'Islam. Elles ne sont pas les seules. La droite et le centre leur emboîtent souvent le pas. C'est une évolution délibérée instrumentalisant la question israélienne dans leur vision du monde qui serait un « choc de civilisation ».

La guerre de l'État d'Israël ne résout rien parce qu'il ne peut y avoir de paix sans solution politique. La barbarie actuelle loin d'aplanir les obstacles les renforce. Combattre le gouvernement israélien actuel, exiger la fin des combats, c'est être solidaire des Palestinien-nes et des Israélien-nes qui ne renoncent pas à la paix.

Pour prolonger...

L'École Émancipée, ce sont aussi des outils pour s'informer, débattre et construire ensemble un syndicalisme offensif portant un projet émancipateur pour l'École, ses personnels et la société.



Un site internet



Une revue syndicale
et pédagogique



Une possibilité
d'adhérer en ligne

